

La politique de l'impérialisme français continue

Le jacobinisme, c'était la guerre. Avec le gouvernement du Front Populaire et le discours de Léon Blum, c'est la politique de la paix qui a commencé. Aristide Briand, Wilson revivent. La colombe genevoise se porte de mieux en mieux...

Voilà ce qu'on lit journellement dans la presse de gauche. Vous ce que ciament Populaire et Humanité.

La paix, nous en sommes, car une nouvelle guerre impérialiste signifierait des acotombes nouvelles, de millions et de millions d'ouvriers et de paysans et ferait l'air de ces capitalistes rapaces et des marchands de canons. Mais en marxisme incorrigible, il n'y a pas pour nous de paix possible dans le cadre du régime capitaliste et la lutte pour la paix n'est concevable pour nous que comme une lutte révolutionnaire pour abattre le capitalisme.

Regardons de près le nouveau « que nous apporte la politique » extérieure de Léon Blum. Blum répète à Genève que la France veut la paix. C'est très beau et très vaillant. Mais ne l'avons-nous pas entendu de la bouche de Laval, de Briand et même de Poincaré et Tardieu, Hitler, Mussolini ne déclarent-ils vouloir la paix ? Chaque impérialisme accepterait la paix qui pourrait lui assurer son hégémonie et permettre d'augmenter ses profits. Mussolini, après avoir avalé l'Éthiopie, se proclame un partisan acharné de la paix.

Il est vrai que quand Blum déclare qu'il veut la paix, il y a plus de sincérité chez lui. Mais ce qui compte, en politique, ce ne sont pas les intentions, mais les actes. Quand pendant la Grande Guerre, Wilson, tenant la Bible dans une main et ses 14 conditions dans l'autre, prêchait la justice et la paix éternelle, il était peut-être sincère, mais, en tous cas, il faisait l'affaire des milliardaires américains et de marchands de canons.

M. le Capital à une gueule trop répugnante pour la montrer en public. Pour se couvrir, il a besoin de prédicateurs dans le genre de Wilson, Briand et Blum.

Le gouvernement de Blum continue dans ces moindres détails la politique des gouvernements impérialistes qui l'ont précédé. (Nous parlons du contenu de cette politique et non de la forme).

Nous exagérons ? Pas du tout. Blum est, parait-il, contre le sabotage de la Société des Nations, pratiqué par Laval, il est partisan de renforcer le pacte de Genève. Malheureusement, c'est du nouveau pour ceux qui ont une mémoire bien courte. En 1924, le gouvernement Herriot proposait aussi de renforcer le pacte de Genève. En 1930, Paul-Boncour sous le gouvernement Tardieu proposait d'organiser une armée internationale « de paix ». D'ailleurs, le premier acte du gouvernement Blum fut de s'associer à la levée générale des sanctions contre l'Italie. La fameuse prime à l'agresseur, tant de fois condamnée par Blum est octroyée à Mussolini par le gouvernement du Front Populaire. La faillite de la S. D. N. ? A l'été des sanctions n'est-elle due à Laval, qui condamnait l'agresseur, ou nommait des commissions et des sous-commissions et pendant ce temps, Mussolini, à l'aide de gaz asphyxiants, civilisait les Éthiopiens. Son travail accompli, il rentre à Genève et pour avoir de nouveau ses grâces, on lève les sanctions.

Pacifistes de tous les acabités vous faites le travail de Ponce Pilate ! Chantant les refrains pacifistes, avec vos sermons, vous préchez la guerre ! Ce n'est pas pour rien que Lénine et l'Internationale Communiste dans ses 21 conditions exigeait de chaque parti adhérent à la III^e Internationale de dénoncer impitoyablement le pacifisme petit bourgeois.

Aujourd'hui Parti communiste national de 1936 salue Blum et sa politique impérialiste. Car Blum, voyez, est un partisan convaincu de la sécurité collective (encore du nouveau !) Rappelons seulement la sécurité collective qu'avait été communisme, que cette doctrine de à nos lecteurs, camarades du parti propagée par la direction actuelle de Comintern fut lance urbi et orbi en 1915 en pleine guerre par le pape Benoît XV, après la guerre, cette doctrine fut celle de tous les gouvernements français. Sécurité d'abord. Cette théorie bien savante dit : Pour avoir la paix, il faut désarmer, mais pour pouvoir désarmer, il faut se sentir en sécurité et pour se sentir en sécurité, il faut s'armer : comme a dit, il y a un an, Staline « mettre ses armements au niveau de sa sécurité ». Donc en s'armant, nous nous rapprochons du désarmement ! Donc, construisons de plus en plus des avions de bombardement, des mitrailleuses, des navires de guerre et un jour, en poursuivant ainsi notre travail de sécurité, tout le monde sera désarmé.

A part sa foi, dans la sécurité collective, le président du conseil a indiqué que la sécurité des frontières garanties par les obligations internationales de la France était aussi précieuse au gouvernement français que la sécurité propre de la France. Cela, l'Humanité le note avec joie. Voilà du nouveau !

Mais qu'est-ce que cela signifie ? Maintien et renforcement des alliances militaires, généralisées de guerre.

Les soldats de l'armée républicaine du Front Populaire doivent être prêts à verser leur sang pour maintenir l'intégrité non seulement de leurs propres chaînes (défense de la France capitaliste), mais aussi pour maintenir la dictature yougoslave, roumaine et la dictature des colonels en Pologne.

Yvon Delbois était d'ailleurs catégorique : « Nous poursuivons la politique de paix de nos prédécesseurs y compris Laval, a-t-il dit, et il a dit vrai.

En réalité, le gouvernement de Blum continue la politique de l'impérialisme français. Il poursuit les armements, maintient les alliances criminelles. Son langage pacifiste ne sert qu'à préparer les masses une guerre contre l'Allemagne, guerre démocratique, « antifasciste » pour la défense de l'U. R. S. S.

Le Parti Ouvrier Internationaliste clame : A bas le pacifisme mensonger de la S. D. N. qui prépare la guerre !

Nous exigeons la publication de traités secrets de l'impérialisme français !

L'ennemi est chez nous ! Aider les ouvriers allemands dans leur lutte contre Hitler, nous le pouvons seulement en accentuant notre lutte contre notre propre bourgeoisie.

Pour la défense de la Révolution russe et pour son élargissement, formons les Soviets en France !

Ces derniers temps la presse américaine et la presse mondiale en général a publié très largement des informations sur la préparation d'une nouvelle constitution en Union Soviétique. Selon l'expression des dirigeants soviétiques, celle-ci doit devenir « la constitution la plus démocratique du monde ». Les élections se feraient d'abord sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret. Il est vrai que quelques intervieneurs demandèrent si, du fait qu'il n'existerait qu'un seul parti dans le pays, on pouvait considérer le suffrage comme étant libre. Dans le cadre de cette déclaration destinée à l'information je veux renoncer à traiter cette question. Mais il est nécessaire d'en poser une autre. Comment ce parti, seul existant, prépare-t-il la prochaine réforme de la constitution ? La réponse est celle-ci : par des répressives inouïes et incessantes qui ne sont pas dirigées contre les ennemis du régime soviétique, mais la plupart du temps contre les éléments qui, tout en restant absolument fidèles au régime, sont en opposition avec les sommets irrévocables et incontrôlables. On peut d'ailleurs affirmer avec certitude que les neuf dixièmes de la répression politique ne servent pas à présent à la protection de l'autocratie et des privilèges de la couche bureaucratique à l'intérieur de cet État. Ainsi le seul parti existant devient exclusivement un instrument politique du groupe dominant.

Juste à temps, la prison passait pour le châtiment le plus sévère, venant tout de suite après la peine de mort. La plupart des prisonniers qui occupent les isolateurs politiques sont depuis le début de 1926 en premier lieu d'anciens membres du parti dirigeant qui, sans avoir par des actes quelconques enfreint la discipline, ont manifesté leur attitude critique envers le groupe dominant ou envers Staline personnellement. Mais depuis peu, à cause du manque de place et à cause des

fruits trop élevés, on remplace de plus en plus les isolateurs par des camps de concentration où les prisonniers sont placés dans des conditions physiques et morales indignes d'un être humain. Les camps de concentration s'étendent maintenant sur toute la périphérie du pays et sont la reproduction des institutions équivalentes de l'Allemagne hitlérienne. Les prisonniers considèrent le transfert de l'isolateur dans un camp de concentration comme la condamnation à une mort lente. C'est pourquoi il y eut au cours des derniers mois en Union Soviétique de nombreuses grèves de la faim des prisonniers politiques, qui demandaient à pouvoir continuer à rester en prison. La grève de la faim, le dernier moyen du désespoir est d'ailleurs maintenant le moyen le plus répandu chez les prisonniers.

En même temps il ne faut pas perdre de vue qu'au cours des derniers neuf mois — en se basant pour donner ce chiffre sur les informations de la presse soviétique officielle — bien plus de 300.000, peut-être même un demi million de membres, ont été exclus du Parti ; et cette « épuration » continue de plus belle. La plupart du temps l'exclusion est arbitraire, une partie est envoyée dans les camps de concentration, une autre en exil. La Pravda, organe de Staline, a publié le 13 mars une instruction spéciale, ordonnant aux administrations locales de ne pas donner de travail aux oppositionnels politiques exclus. Là où l'État est le seul employeur, cette ordonnance équivalait à la famille pour celui qui en est frappé. Dans des centaines de trous misérables et sauvages de la Sibérie et de l'Asie centrale, sont éparpillés des dizaines et des dizaines de milliers de membres du parti bolchevik qui mènent une existence de parias indous. La moindre parole de protestation, une simple demande de travail, leur vaut le camp de concentration, c'est-à-dire la pire espèce de Katorga. Mais ceux qui réussissent à survivre à la prison et à l'exil reçoivent un passeport dit « passeport de loup »,

années de prison. Solznev déclara que « grève de la faim » jusqu'à la mort et par là fit connaître sa décision de se donner la mort de cette manière. Après dix-huit jours de famine l'administration lui déclara qu'il n'aurait pas en prison mais dans un autre lieu d'exil. Mais en cours de route, à une étape en Sibérie, son organisme complètement épuisé, n'opposa plus aucune résistance, il succomba à une infection contractée par hasard.

Deux autres représentants éminents de la jeune génération, Dinkelstedt et Jakovine, traversent en ce moment des épreuves semblables à celle de Solznev. Ils sont déjà en prison depuis pas moins de sept ans et il y a peu de chances que l'administration les relâche.

Lado Dumbadse, un des plus vieux bolcheviks, l'organisateur de la fameuse imprimerie souterraine du Caucase au début du siècle, où des millions d'appels contre le tsarisme ont été imprimés ; plus tard participant à la révolution d'Octobre, hautement apprécié par Lénine ; un homme de la plus grande modestie et de la plus grande abnégation. A partir de 1928 il passa de la prison à l'exil et de l'exil à la prison. Les épreuves et les privations amenèrent la paralysie des bras. Malgré cela il a été envoyé en exil où l'attendait la mort.

Mme A. L. Bronstein, âgée de plus de 60 ans, ayant servi 47 années de vie militante, a été attachée à ses poignets qui la solennisent à Leningrad et a été déportée dans un village sibérien, où elle ne peut trouver ni travail, ni nourriture.

Si la place ne me faisait défaut, je pourrais encore raconter l'histoire de la famille Euzne, du vieux père et de ses deux fils, qui tous trois ont été mis d'abord en prison et ensuite en exil, où

l'un des fils est mort récemment. L'histoire tragique du marin Pankratov, dont la femme a été envoyée en Sibérie, uniquement parce qu'elle ne voulait pas divorcer de son mari qui se trouve dans l'isolateur. L'histoire de l'héroïque ouvrier moscovite, Michel Bodrov, qu'on vient de transférer d'un isolateur dans un camp de concentration, et de dizaines et de centaines d'autres.

Je veux seulement mentionner encore les persécutions contre le tailleur Lachovitski, dont la famille vit aux États-Unis. Cet ouvrier, à qui on a enlevé toute possibilité de travail, a été traité d'un endroit à l'autre et poussé à la misère la plus extrême. Sa femme, une ouvrière a été chassée de la fabrique, également pour avoir refusé de divorcer.

On prive les exilés de la possibilité d'avoir des rapports épistolaires entre eux ou avec leur famille. Les familles qui s'occupent des membres exilés sont persécutées à leur tour. Les envois d'argent ou d'objets d'usage de l'étranger ne sont pas délivrés aux oppositionnels exilés. La G. P. U. les confisque simplement sans avertir l'expéditeur ni le destinataire et l'exilé en question est généralement chassé dans un trou encore plus sauvage, pour qu'à l'étranger on perde sa trace. Même le secours matériel des déportés entre eux, est considéré comme un crime. En voici un exemple récent : Mme M. M. Joffe, veuve du diplomate soviétique jadis fameux, ambassadeur à Berlin, Tokio, etc., a été maintenue, après plusieurs tentatives de déportation envoyée bien loin dans le nord de la Sibérie, parce qu'elle avait essayé de venir en aide aux amis qui étaient dans le besoin. Elle a été accusée d'avoir fondé la Croix Rouge oppositionnelle. Son enfant a succombé aux grandes douleurs physiques de la déportation. Lorsqu'on se souvient que A. Joffe lui-même a été, en 1928, puni au suicide par les persécutions sauvages, cela complète le tableau de la destinée de cette famille.

LA VIE DE LA IV^e INTERNATIONALE

ENTRÉE DU PARTI OUVRIER DES ETATS-UNIS DANS LE PARTI SOCIALISTE AMERICAIN

Partant du centre New-York, toute l'organisation nationale du Parti Socialiste a évolué, ces derniers mois, nettement à gauche. Il vient de se séparer de son aile réformiste, la « Vieille Garde » et sa direction nationale se trouve dans les mains du centre et de la gauche. Pourtant cette évolution n'a pas profité au Parti Communiste, dont l'évolution vers le réformisme et le patriotisme est par trop visible et dont les positions se rapprochent de plus en plus de celles de la « Vieille Garde », dont le P. S. vient de se débarrasser. C'est ainsi que dans les élections présidentielles qui vont commencer, et la Vieille Garde s'apprête à soutenir en effet, à l'échelle nationale la candidature de Roosevelt. Seul le parti socialiste mènera une campagne nettement socialiste. L'aile la plus combattive et la plus avancée politiquement, ce sont évidemment les J. S. C'est surtout dans la question de la guerre que les J. S. prennent nettement une position marxiste contre le stalinisme, dont ils n'hésiteront pas à prouver et à dénoncer la trahison des intérêts du prolétariat.

Dans cette évolution, la presse et l'activité du Parti Ouvrier et de la Jeunesse Spartacus avait joué un rôle important, de sorte que dès avant l'entrée des B. L. des Etats-Unis, l'idée de la IV^e Internationale trouvait de nombreuses sympathies au sein du Parti et des Jeunes Socialistes.

C'est dans cette situation pleine de promesses qu'en février 1936 la conférence nationale du Workers Party (4^e Internationale) décida l'entrée dans le P. S. et dans les J. S. à une majorité de 50 contre 20. La minorité s'est inclinée et c'est unanimement que le congrès exprima sa confiance dans la direction. Depuis l'entrée s'est effectuée et les camarades ont été chaleureusement accueillis par la gauche du P. S. et des J. S.

Etant donné l'évolution à gauche des socialistes et l'absence d'un appareil bureaucratique (qui a disparu avec la Vieille Garde) les chances sont grandes que l'entrée des partisans de la IV^e Internationale contribuera fructueusement à arracher les militants socialistes de l'influence néfaste du stalinisme, des résidus du réformisme et de toute forme d'hybridité centriste, afin d'en forger une avant-garde solide de la révolution prolétarienne et de trouver ainsi un chemin vers les masses plus importantes que n'était celui du parti indépendant.

UNE OPPOSITION MARXISTE DANS LA JEUNESSE LABOUR ANGLAISE

Dans la Labour League of Youth (Jeunesse du Labour Party anglais), qui compte à peu près 25.000 membres, s'est formée une fraction qui dans toutes les questions décisives se trouve sur notre plate-forme. Elle édite « l'organe de fraction », « The Youth Militant ». Au congrès de la jeunesse Labour de Pâques 1936, cette fraction était représentée par plusieurs délégués et obtint un succès important. En général le congrès révéla une radicalisation réjouissante. Une résolution du Labour Party se réduisant à ôter tout caractère indépendant et politique à l'organisation des jeunes, fut repoussée contre la seule voix de celui qui la présenta. L'organisation des jeunes de H. L. P., la « Guild of Youth », par contre, se trouve en désagrégation continue.

EN BELGIQUE

Les bolcheviks léninistes belges ont été eux aussi à l'avant-garde du mouve-

ment gréviste en particulier dans le bassin de Charleroi et au Borinage. Le Comité Boivin de l'A. S. R., avait convoqué un grand meeting de masse. Au moins six mille travailleurs ont répondu à l'appel de nos camarades et ont acclamé un ordre du jour affirmant leur volonté de « poursuivre la lutte à outrance jusqu'à la victoire complète ».

Dimanche 12 juin, nos camarades vont créer le nouveau parti révolutionnaire du prolétariat de Belgique, section belge de la IV^e Internationale, en s'unifiant avec la ligue Communiste Internationaliste de Bruxelles.

Nous saluons fraternellement la création de ce parti frère. Nous travaillerons côte à côte avec nos camarades belges pour la libération du prolétariat belge, français, et du monde entier, sous le drapeau de la IV^e Internationale.

“Les deux Ans, c'est la guerre!”

On se souvient de la campagne du « Populaire » « les deux ans c'est la guerre ! »

Mais depuis que Blum et Daladier, sont au pouvoir, toute la presse du Front Populaire se tait obstinément sur les deux ans.

Daladier a même affirmé pour rassurer les députés de la réaction fasciste, lors de la réunion de la Commission de l'Armée qu'il n'était pas question de toucher aux deux ans.

L'Humanité l'approuve et déclare : « mais devant les dangers extérieurs redoublés avec tant de raison, par M. Daladier, c'est de suite qu'il faut redonner à l'armée son unité, aux soldats confiance dans leurs officiers ». L'Humanité se prononce pour le renforcement de l'armée, pour une « France forte ».

Pendant ce temps Blum explique à Genève en termes ambigus, qu'il faut savoir prendre des mesures de guerre pour assurer la paix. Et Blum parle au nom de la France, c'est-à-dire de l'impérialisme français !

Il n'est pas d'autre solution que le front unique d'action de tous les travailleurs, pour imposer l'abolition des deux ans.

Il n'est pas d'autre moyen de lutter contre la guerre, que l'action révolutionnaire des travailleurs et l'internationalisme véritable sous le drapeau de la IV^e Internationale.

“Les radicaux ont raison!”

Les « radicaux ont raison », tel est le devise du Parti communiste, nous la plume de Ducloux.

Cela signifie : Les radicaux ont raison d'exiger par Daladier le maintien de service de deux ans, et qu'on augmente les armements.

Les radicaux ont raison d'exiger que l'ordre soit sauvegardé, qu'on noie dans le sang toute nouvelle action des ouvriers, et qu'on exerce le plus féroce répression aux colonies.

Les radicaux ont raison de vouloir rester dans le cadre du capitalisme pourrirant, alors que les ouvriers veulent en sortir.

Nous ajoutons : Les ouvriers « auront raison » en balayant ces canailles pourries qui ont nom Herriot, Bonnet, Chautemps et Cie, qui ne sont dans le Front Populaire que pour freiner et trahir au profit de la bourgeoisie.

Dans les prisons de l'Indochine

Suite de la première page

REQUETE

Plaise à Monsieur le Juge d'Instruction des conseils soussignés, respectivement avocats des inculpés suivants :
1^o Ho Huu Tuong : M^o Giacobi ;
2^o Bui Tuyen et Ngo ven Xuyet ;
3^o Lu Sanh Hanh et Trinh van Lau : M^o Jean Loye.

Ont l'honneur de vous exposer ce qui suit :
Nantis de la permission officielle de visiter leurs clients, gardés dans les locaux de la Sureté de Saigon aux fins d'interrogatoire par M. le commissaire Perroche, ils ont tous reçu des doléances conformes précitant des faits de violence exercés sur eux dans le but d'obtenir des déclarations.

A la demande de définir et de détailler les mesures de contrainte dont ils étaient l'objet, leurs clients ont déclaré respectivement ce qui suit déclaré respectivement ceci :

1^o Ho Huu Tuong : douleurs insupportables par pincement de l'intestin, torture par traction des bras en arrière, le patient étant allongé sur le ventre.

2^o Ngo van Xuyet : coups répétés ayant laissé des traces aux hanches, à la main, à la plante des pieds, aux parois internes des lèvres, torsion des bras les ayant laissés dans un affaissement caractéristique.

3^o Lu Sanh Hanh : douleurs par envoi dans le corps de violentes décharges électriques, coups de rotin sur la plante des pieds, coups de poings sur la tête.

4^o Trinh van Lau : coups de rotin sur la plante des pieds (au point qu'à la visite de son conseil, Trinh van Lau se tenait à peine sur ses pieds et l'ongle du 4^e doigt de son pied droit était arraché et saignant) puis envoi de décharges électriques dans les doigts de pied meurtris.

De plus, tous les inculpés, placés cependant sous mandat de dépôt et l'instruction saïte, sont de façon continue enfermés dans des cellules étroites, malsabonnées et privées d'air, dont ils ne sortent que pour aller être « questionnés ».

La nourriture est nettement au-dessous de celle de la Maison centrale.

Toutes choses qui ne correspondent en rien au régime de la détention préventive qui devrait être le leur.

En présence d'affirmations aussi graves dont les conseils soussignés ne peuvent, pour le moment, suspecter la sincérité, il semble importer pour la manifestation de la justice française que vous preniez, M. le Juge d'Instruction, une mesure immédiate, à savoir :

La nomination d'un médecin expert connaissant la langue annamite aux fins d'entendre et d'examiner tous les prévenus inculpés des infractions sus énoncées et de dresser sans désemparer un rapport établissant la véracité, la probabilité ou même la responsabilité des coercitions alléguées.

Pour, au cas où elles seraient vérifiées, même si peu que ce soit, faire ramener sans délai les inculpés à la Maison Centrale et procéder vous-même, M. le Juge d'Instruction, à leur interrogatoire.

C'est le cas de dire que les faits parlent par eux-mêmes.

Tandis que le Ministre Moutet prononce quelques paroles humanitaires, on torture de la manière la plus barbare des révolutionnaires indochinois, dans les locaux de la Sureté de Saigon.

Ces paroles humanitaires qui ne sont pas suivies d'actes, ont donc pour but de servir de couverture à

la barbarie impérialiste qui se poursuit.

Nous soumettons les faits ci-dessus aux travailleurs de toutes tendances, et nous leur demandons de s'associer à notre action pour imposer la libération et l'amnistie immédiate pour les prolétaires coloniaux !
Pas une réunion, pas une manifestation, pas un meeting, sans que soit soulevé le cas des bolcheviks léninistes indochinois et de tous les révolutionnaires coloniaux !

M. Doriot

(Suite de la première page)

Nous autres, bolcheviks-léninistes nous disons : « Contre le fascisme de Doriot, front unique d'action des socialistes, des communistes des bolcheviks-léninistes, de tous les ouvriers, Balayons des usines, des quartiers ouvriers, la presse doriotiste et ses vendeurs ».

Interdisons au rénegat fasciste, tout accès dans les couches laborieuses du peuple de France. Nous ne taillons, aucune des divergences fondamentales et irréconciliables, qui nous séparent, nous révolutionnaires, du stalinisme et du réformisme, mais nous saurons discerner ou est pour l'instant l'ennemi principal (la bourgeoisie et ses laquais fascistes). Pour briser l'essor fasciste de Doriot, nous entendons être les meilleurs combattants, à la pointe de l'action.

En ce qui nous concerne Doriot va ramasser dans les poubelles du MATIN, ses meilleurs arguments. Il nous accuse bien entendu d'être à la solde de Moscou. Sans doute, « Moscou », répliquera-t-il par la plume de Ducloux pour nous accuser d'être à la solde de Hitler et de Doriot.

Tout cela est monnaie courante. Mais de l'accusation d'être à la solde de Moscou, nous voulons cependant retenir que la réaction reconnaît implicitement que nous sommes les meilleurs défenseurs et continuateurs de la tradition de la révolution russe, foulée aux pieds par Staline. Nous le prouverons, en balayant la bourgeoisie et ses laquais, et en instaurant LES SOVIETS EN FRANCE.

Le cas Ferrat

suite

La résolution du Comité Central Stalinién publiée dans l'Humanité du mardi 7 juillet, constitue la démonstration la plus éclatante de l'incompatibilité de la politique staliniste et de la politique léniniste. Aux ouvriers fidèles à la politique léniniste, nous disons : Vous ne vous laisserez pas entraîner dans la capitulation, sous prétexte de redresser une bureaucratie complètement conservatrice, qui vous chasse au premier signe d'opposition.

Vous viendrez mettre en pratique avec nous la politique léniniste, en lui forgeant son instrument nécessaire, le Parti révolutionnaire de masse.

Vous adhérez au Parti ouvrier internationaliste (Bolchevik-Léniniste) ! Les premières mesures prises contre Ferrat, ne sont qu'un avertissement.

Le Komintern a entendu signifié explicitement aux ouvriers révolutionnaires : Il faut choisir. Ou la voie de la réconciliation française, de l'alliance avec Sarraut-Herriot, du statu quo c'est-à-dire la III^e Internationale, ou la voie de la révolution française, des soviets, de la lutte de classe, c'est-à-dire la « plateforme trotskyste », la IV^e Internationale.

La nouvelle constitution soviétique et les prisonniers politiques

Déclaration à l'Associated Press

C'est-à-dire un papier d'identité vous déclarant hors la loi, de manière que personne ne veut héberger ces gens, et par lequel on est condamné à une vie de vagabond sans abri. Le but de ces mesures, c'est de briser la résistance de ces gens, de les forcer tous à mettre leur pensée à niveau avec celle des sommets dirigeants ou du moins à louer ces sommets à haute voix. De cette manière, la bureaucratie espère étouffer dans le pays toute fleur de pensée critique avant même l'introduction du « vote secret et universel » et d'assurer ainsi la réalisation de ces plébiscites que nous connaissons suffisamment par l'histoire récente de l'Allemagne.

Si l'on veut illustrer ce tableau général par des exemples individuels on est embarrassé par la richesse du choix. Le dernier courrier émanant de l'Asie apportait les faits suivants :

En janvier de cette année, E. B. Solznev est mort en Sibérie dans sa 39^e année. C'était un des esprits les plus lucides de la jeune génération de l'Union Soviétique. Scientifique extrêmement cultivé, il a travaillé presque deux ans à l'Antarg, en Amérique, pour être arrêté comme « Trotskiste » à son retour en 1928. Après avoir fait les trois ans qui lui étaient infligés dans l'isolateur de Verchne-Ouralak, il fut encore condamné à deux ans sans aucune accusation. Après cinq ans d'isolateur il a été envoyé en exil en Sibérie tandis que sa femme et ses enfants furent exilés à un autre endroit. Pour des prisonniers politiques c'est la même chose que la mort. La méthode habituelle « pour la protection de la famille » bien que Solznev dans ce trou sauvage de Sibérie ne put faire aucune politique, il a été de nouveau arrêté en septembre 1935 et condamné sans aucun motif à cinq autres

ans de prison. Solznev déclara que « grève de la faim » jusqu'à la mort et par là fit connaître sa décision de se donner la mort de cette manière. Après dix-huit jours de famine l'administration lui déclara qu'il n'aurait pas en prison mais dans un autre lieu d'exil. Mais en cours de route, à une étape en Sibérie, son organisme complètement épuisé, n'opposa plus aucune résistance, il succomba à une infection contractée par hasard.

Deux autres représentants éminents de la jeune génération, Dinkelstedt et Jakovine, traversent en ce moment des épreuves semblables à celle de Solznev. Ils sont déjà en prison depuis pas moins de sept ans et il y a peu de chances que l'administration les relâche.

Lado Dumbadse, un des plus vieux bolcheviks, l'organisateur de la fameuse imprimerie souterraine du Caucase au début du siècle, où des millions d'appels contre le tsarisme ont été imprimés ; plus tard participant à la révolution d'Octobre, hautement apprécié par Lénine ; un homme de la plus grande modestie et de la plus grande abnégation. A partir de 1928 il passa de la prison à l'exil et de l'exil à la prison. Les épreuves et les privations amenèrent la paralysie des bras. Malgré cela il a été envoyé en exil où l'attendait la mort.

Mme A. L. Bronstein, âgée de plus de 60 ans, ayant servi 47 années de vie militante, a été attachée à ses poignets qui la solennisent à Leningrad et a été déportée dans un village sibérien, où elle ne peut trouver ni travail, ni nourriture.

Si la place ne me faisait défaut, je pourrais encore raconter l'histoire de la famille Euzne, du vieux père et de ses deux fils, qui tous trois ont été mis d'abord en prison et ensuite en exil, où l'un des fils est mort récemment. L'histoire tragique du marin Pankratov, dont la femme a été envoyée en Sibérie, uniquement parce qu'elle ne voulait pas divorcer de son mari qui se trouve dans l'isolateur. L'histoire de l'héroïque ouvrier moscovite, Michel Bodrov, qu'on vient de transférer d'un isolateur dans un camp de concentration, et de dizaines et de centaines d'autres.

Je veux seulement mentionner encore les persécutions contre le tailleur Lachovitski, dont la famille vit aux États-Unis. Cet ouvrier, à qui on a enlevé toute possibilité de travail, a été traité d'un endroit à l'autre et poussé à la misère la plus extrême. Sa femme, une ouvrière a été chassée de la fabrique, également pour avoir refusé de divorcer.

On prive les exilés de la possibilité d'avoir des rapports épistolaires entre eux ou avec leur famille. Les familles qui s'occupent des membres exilés sont persécutées à leur tour. Les envois d'argent ou d'objets d'usage de l'étranger ne sont pas délivrés aux oppositionnels exilés. La G. P. U. les confisque simplement sans avertir l'expéditeur ni le destinataire et l'exilé en question est généralement chassé dans un trou encore plus sauvage, pour qu'à l'étranger on perde sa trace. Même le secours matériel des déportés entre eux, est considéré comme un crime. En voici un exemple récent : Mme M. M. Joffe, veuve du diplomate soviétique jadis fameux, ambassadeur à Berlin, Tokio, etc., a été maintenue, après plusieurs tentatives de déportation envoyée bien loin dans le nord de la Sibérie, parce qu'elle avait essayé de venir en aide aux amis qui étaient dans le besoin. Elle a été accusée d'avoir fondé la Croix Rouge oppositionnelle. Son enfant a succombé aux grandes douleurs physiques de la déportation. Lorsqu'on se souvient que A. Joffe lui-même a été, en 1928, puni au suicide par les persécutions sauvages, cela complète le tableau de la destinée de cette famille.

Il y a à peine quelques jours que